

Délibération n° 2021-02-10/2

Objet : Indemnités pour l'exercice de fonction des élus locaux – Modification des bénéficiaires

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 21

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE - Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir à* Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Laurie BELTRA - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Christiane PISTRE - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Xavier MIRAULT - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Cathy PROST *pouvoir à* Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Par délibération n°2020-07-28/17 du 28 juillet 2020, le Conseil municipal a fixé les indemnités pour l'exercice de fonction des élus locaux, destinées à couvrir les frais que les élus exposent dans l'exercice de leur mandat.

Le taux maximum de l'enveloppe des indemnités est déterminé par strate de commune.

La population à prendre en compte, et ce pour toute la durée du mandat, est la population totale telle qu'elle résulte du dernier recensement avant le dernier renouvellement intégral du Conseil municipal, soit 9 108 habitants au 1^{er} janvier 2020.

Le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du Maire et des adjoints est égal respectivement à :

- 55% de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, depuis le 1^{er} janvier 2019, indice brut 1027),
- et du produit de 22% de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique par le nombre d'adjoints,

Soit : 2 139,17 € + (855,67 € x 8 adjoints) = 8 984,53 euros mensuel, correspondant à l'enveloppe globale mensuelle.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2123-20 à L2123-24 et R2123-23,

Vu le Décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation,

Vu la Circulaire NOR INTB9200118C du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,

Vu la note d'information NOR TERB1830058N relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonctions des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1^{er} janvier 2019,

Considérant la séance du Conseil municipal du 3 juillet 2020, relative à l'installation du Conseil, l'élection du Maire (délibération n° 2020_07_03_1) et des adjoints (délibérations n° 2020_07_03_2 et 2020_07_03_3),

Vu la délibération n°2020-07-28/17 du 28 juillet 2020 et son annexe fixant les indemnités pour l'exercice de fonction des élus locaux,

Vu la lettre du Préfet acceptant la démission de Mme Conte-Arranz de ses fonctions d'adjointe au Maire à compter du 8 janvier 2021,

Vu l'arrêté du Maire n°2021-17 du 25 janvier 2021 donnant délégation de fonctions à Monsieur Jean-Marc Malek, conseiller municipal,

Vu la délibération du Conseil municipal n°2021-02-10/01 du 10 février 2021 portant élection de Madame Patricia NIVASSE en qualité de 8^{ème} adjointe au Maire,

Considérant la volonté du Maire de déléguer par arrêté des fonctions à Madame Patricia NIVASSE Adjointe,

Considérant l'obligation d'adopter une nouvelle délibération pour tenir compte des changements de bénéficiaires des indemnités de fonctions d'élus, expressément désignés dans l'annexe de la délibération du 28 juillet 2020 :

Il est proposé au Conseil municipal, de bien vouloir :

- ➡ Dire que la présente délibération abroge et remplace la délibération n°2020-07-28/17 du 28 juillet 2020 pour tenir compte des changements de bénéficiaires des indemnités de fonctions d'élus désignés dans son annexe,

- Fixer les indemnités de fonctions du Maire, des adjoints titulaires et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, comme suit :

Maire	52 % de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, indice brut 1027 depuis le 1 ^{er} janvier 2019)
Adjoints au maire	20,50 % de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, indice brut 1027 depuis le 1 ^{er} janvier 2019)
Conseillers municipaux délégués	5 % de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, indice brut 1027 depuis le 1 ^{er} janvier 2019)

- Dire que l'indemnité de fonctions de Madame Patricia NIVESSE est versée à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Maire lui donnant délégation de fonctions suite à son élection ce jour en qualité de 8^{ème} adjointe.
- Dire que l'indemnité de fonctions de Monsieur Jean-Marc MALEK, conseiller municipal délégué à l'Espace public, est versée avec un effet rétroactif à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Maire n°2021-17 du 25 janvier 2021 lui donnant délégation de fonction.
- Dire que les indemnités de fonctions sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires, et en fonction de la valeur de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique.
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de la commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

L'annexe relative aux indemnités de fonctions des élus est jointe à la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 10 février 2021
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO



TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Annexe à la délibération du Conseil municipal 2021-02-10-02 du 10/02/2021

Maire : 55 %

Adjoints : 22 % x 8 adjoints

Enveloppe maximum :

8 984,53 euros mensuel

FONCTION	NOM PRENOM	TAUX DE L'INDICE BRUT TERMINAL MAXIMUM (1)	TAUX DE L'INDICE BRUT TERMINAL VOTÉ (1)
Maire	RICO Jean-Pierre	55,00 %	52,00%
1 ^{ER} Adjoint	MARCOU Mario	22,00 %	20,50%
2 ^{ème} Adjointe	TAVERNE Jocelyne	22,00 %	20,50%
3 ^{ème} Adjoint	PELLET Marc	22,00 %	20,50%
4 ^{ème} Adjoint	MIRAULT Xavier	22,00 %	20,50%
5 ^{ème} Adjointe	PISTRE Christiane	22,00 %	20,50%
6 ^{ème} Adjoint	BOUDET Olivier	22,00 %	20,50%
7 ^{ème} Adjointe	BERTOUY Françoise	22,00 %	20,50%
8 ^{ème} Adjointe	NIVESSE Patricia	22,00 %	20,50%
Conseiller Municipal Délégué	LEIENDECKERS Jean -Marc	6,00%	5,00%
Conseiller Municipal Délégué	LITTON Michel	6,00%	5,00%
Conseiller Municipal Délégué	MALEK Jean-Marc	6,00%	5,00%

(1) Pourcentage du traitement correspondant à l'indice brut terminal de la fonction publique

